

Cultures et paradoxes dans l'Algérie contemporaine

Wadi BOUZAR*

La brève rubrique *Algérie* de plusieurs médias français, en particulier télévisuels, pourrait s'intituler, depuis le milieu des années 1990, de façon assez invariable : *Silence, on tue*. Cependant, dans ce pays, un peuple, s'il souffre, vit, travaille, agit aussi.

Il n'est pas aisé, en peu de mots surtout¹, de parler de la dimension culturelle d'une société. Nous nous proposons d'évoquer les réalisations et les problèmes culturels algériens depuis l'indépendance. La notion de culture sera prise ici dans un sens anthropologique, donc large. D'une façon générale, histoire et politique investissent beaucoup le champ culturel algérien.

Les sociétés et les cultures maghrébines ont connu un certain déclin culturel depuis le XIII^{ème} siècle. Durant la colonisation, seule une minorité de population, essentiellement urbaine, a bénéficié de quelque instruction en français. L'instruction primaire en français a été plus répandue en Kabylie. L'arabe n'a plus été enseigné de façon massive. Le berbère, réfugié surtout dans les zones montagneuses ou le grand Sud, a tendu à se perdre, du fait qu'alors, il n'était pas écrit et en raison de l'exode vers les villes et les plaines du Nord. Une bonne partie des élites algériennes, y compris dans le domaine spirituel, a achevé de disparaître entre la fin du XIX^{ème} et le premier tiers du XX^{ème} siècle. Le nombre d'analphabètes, très réduit au moment de la conquête coloniale, ainsi que l'attestent des

* Professeur à l'Université Pierre Mendès France – Grenoble.

¹ Faute de place, nous ne pouvons citer dans ce texte de très nombreux noms d'intellectuels, de chercheurs, d'artistes.

témoignages et documents, augmentera considérablement. Aussi doit-on parler de *décolonisation* plus que d'*acculturation* des masses. Colonie de peuplement, l'Algérie a été plus *dépossédée* que ses voisins maghrébins, le Maroc et la Tunisie.

Au lendemain de l'indépendance, la situation culturelle ne risque pas d'être brillante. Les traces de l'incendie de la bibliothèque universitaire d'Alger sont encore visibles en décembre 1962. L'université compte moins de trois mille étudiants musulmans. Lourd héritage que celui de ce pays ravagé par sept ans et demi d'une guerre cruelle et qui n'a pas été préparé à l'indépendance. En France même, le baccalauréat en Algérie était réputé pour être particulièrement difficile. En 1962, l'Algérie dispose d'un petit nombre de cadres supérieurs. Les cadres intermédiaires, plus rares encore, feront longtemps défaut.

C'est le moment où l'on fait appel au sens du devoir et où se posent des cas de conscience. Beaucoup de personnes, d'origine algérienne et déjà nanties d'une formation universitaire, abandonneront une vie plus confortable et des espoirs de carrière en France ou ailleurs, pour se mettre au service de l'Algérie. Cette attitude contrastera plus tard, soit surtout à partir des années 1980, avec le désir d'une partie de la jeunesse, diplômée ou défavorisée, d'émigrer sans avoir pu ou voulu contribuer au développement du pays. D'autres gens, en particulier des Français, viendront également aider l'Algérie. Certains se disent soucieux de donner une autre image de la France que celle délivrée par le passé. L'Algérie est alors un pays rempli de promesses, malgré les difficultés, où l'espoir en une meilleure société s'affiche comme une motivation.

Dans les années 1960, la question culturelle paraît de peu d'importance, à l'exception de l'enseignement, un des projets essentiels des nationalistes déjà pendant la guerre. On entend dire que "*le peuple a besoin de pain*" avant tout. Les rentrées scolaires ont lieu, non sans mérite. Un gros effort est réalisé en faveur de l'enseignement et il ne fera que croître, correspondant à un des deux principaux postes budgétaires de l'État.

Tout de suite, beaucoup de choses se font :

création de l'Union des Écrivains, de la revue *Novembre*, de quotidiens... La presse du cœur est supprimée. Elle ressurgira au début des années 1990. Quand l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri (1917-1989) fait jouer sa pièce, *Le Fæhn¹ ou la preuve par neuf*, en 1967, en français, au Théâtre National d'Alger, le public est plutôt décontenancé. Quelque chose ne "passe" pas. L'écrivain et dramaturge Kateb Yacine (1929-1989), mort à Grenoble, et d'autres à sa suite, feront jouer leurs pièces en arabe dialectal. Berbère et arabe dialectal sont les langues de l'intime.

Paradoxalement, jamais on n'aura autant enseigné et appris le français que depuis l'indépendance. La société algérienne, outre le berbère et l'arabe dialectal, a désormais, dans les faits, une troisième langue même s'il ne s'agit pas d'une langue maternelle. La langue française est diversement qualifiée de "*langue technique*" ou de "*langue étrangère privilégiée*" ou encore, de "*butin de guerre*" par Kateb Yacine. Certains, plus tard, seront partisans, pour des raisons idéologiques (le "contentieux" historique et politique avec l'ancienne puissance coloniale) d'un remplacement par l'anglais. Cette question des langues sera souvent au cœur de la problématique sociale et culturelle en Algérie, d'autant qu'elle est maladroitement gérée.

Au début des années 1970, un décret enjoignant l'arabisation du personnel administratif et du personnel enseignant est promulgué. Des cours d'arabisation sont organisés, non sans une certaine efficacité, notamment à l'université où on exclut les bilingues des postes de responsabilité. Beaucoup — y compris des étrangers — feront l'effort d'apprendre ainsi l'arabe moderne. Toutefois, les discours politiques ou les informations à la télévision en arabe moderne restent incompréhensibles pour la majorité de la population. C'est surtout en arabe classique et en arabe moderne que le taux d'analphabétisme, en régression depuis l'indépendance, actuellement d'environ 50 %, est le plus élevé.

L'arabisation, légitime, a été réalisée avec trop de hâte, de démagogie et de généralisations.

¹ Fæhn : vent du Sud.

Elle a pu servir des intérêts personnels, générer des malentendus, engendrer des conflits et provoquer des exclusions. Le signifiant a pu prendre le pas sur le signifié avec des conséquences néfastes sur le contenu culturel diffusé et sur l'évolution de la situation politique. Les rôles de l'arabe dialectal, susceptible, en liaison avec l'arabe classique, d'amélioration, de "modernisation" scientifiquement élaborée, et du berbère, les apports des meilleurs éléments de la culture universelle par le biais du français et de l'anglais ont été négligés.

Le vrai départ de l'activité culturelle a lieu dans les années 1970. Des films sont réalisés, des essais, des romans en arabe et en français, des travaux de recherches sur le patrimoine berbère, publiés. Les œuvres réalisées en arabe sont le plus souvent injustement méconnues en Europe. D'une façon générale, les romans édités en Algérie étaient nettement moins intéressants que les essais. Notons la publication de romans policiers et de romans d'espionnage à forte connotation idéologique. Certains sont dus à un auteur d'origine française (sous le pseudonyme de Youcef Khader, † 1980). Cependant, censure et autocensure sévissent. La *Sécurité militaire* est très puissante.

Le cinéma (alors que les salles, nationalisées, deviennent peu à peu "infréquentables"), le théâtre en arabe dialectal, la peinture, figurative ou non, le *chaabi* (chant populaire), la musique classique, dite andalouse (*gharnati* à Tlemcen ; *çana*, dans l'Algérois ; *malouf* dans l'Est algérien), le *malhoum* (poésie mystique), la chanson berbère, la bande dessinée connaissent un grand essor. Par contre, on ne peut parler dans les mêmes termes de l'architecture, trop délaissée par l'État. Dans ce domaine, lors des deux premières décennies d'indépendance, les principales réalisations sont dues à des étrangers (Oscar Niemeyer, Fernand Pouillon, etc.). Les architectes autochtones (les frères El Miniawy, etc.) sont davantage en mesure de se manifester à partir des années 1980. Toutefois, l'art architectural continue à pâtir de la priorité accordée au logement collectif ou individuel.

L'artisanat, déjà en déclin pendant la période coloniale, ne sera pas beaucoup développé, d'autant qu'alors, le régime n'encourage pas le

tourisme. De plus, son coût est élevé. Les arts traditionnels (danse, calligraphie, miniature, enluminure, céramique, mosaïque, tissage, travail du bois et du cuir...) subsistent. Quant à la sculpture, elle est presque insignifiante, comme toujours en terre d'islam.

La cinémathèque d'Alger, fort bien gérée, créée dès 1964, est un lieu de rencontres et de débats avec certains des meilleurs réalisateurs du monde. Le milieu des années 1980 verra le succès du *rai*, en dialecte oranais et de nouveaux *chebs*. Ce genre avait déjà existé pendant la période coloniale (sous l'égide de Cheikha Rmitti) mais sans être dansé comme c'est le cas, par les jeunes.

Dans les années 1970, l'État dispose de davantage d'argent. Il peut financer beaucoup de choses et distribuer une partie du P.N.B. aux masses (subvention des produits de première nécessité, allocation annuelle en devises pour déplacement hors d'Algérie, soumis toutefois à une autorisation de sortie du territoire, etc.). Des bourses d'études à l'étranger seront octroyées, parfois bien trop arbitrairement et généreusement. La *nomenklatura* qui s'est peu à peu constituée envoie sa progéniture étudier en Amérique du Nord, à défaut en France et en Europe. Beaucoup d'étudiant(e)s ne reviendront jamais en Algérie. De très nombreux congrès internationaux attirant beaucoup d'étrangers sont organisés, comme le XXIV^{ème} Congrès de l'Institut International de Sociologie en 1974, avec une affluence étrangère record.

Le parent le plus pauvre de toute cette activité est la télévision que les Algériens ne se privent pas de critiquer. Une tentative d'amélioration aura lieu plus tard, après octobre 1988, mais se révélera assez éphémère. Ceci explique, à partir de ces années 1980, la prolifération des paraboles permettant de capter les chaînes de télévision françaises, espagnoles et italiennes, voire anglo-saxonnes. L'importance de l'impact de ces chaînes qui existe aussi bien dans les sociétés occidentales ne saurait être ni surestimée ni sous-estimée. Un impact s'exerce surtout auprès d'une partie de la jeunesse défavorisée, de la jeunesse dorée et de la classe moyenne. Les émissions des télévisions étrangères véhiculent l'image de sociétés où les formes de mobilité sociale et économique sont ou

semblent plus développées, contrastant avec la réalité vécue d'une société où les "blocages" pour le plus grand nombre sont réels.

A la faveur des difficultés de la vie quotidienne de la grande majorité, une nouvelle forme d'humour se développe. Les *notat* (les blagues ; le mot était surtout employé en Égypte) abondent. Elles prolifèrent pendant ce que certains ont appelé la "*décennie noire*" (les années 1980), autrement dit sous la présidence de Chadli Bendjedid et visent surtout ce dernier.

La rente des hydrocarbures qui a favorisé l'extension de la corruption se réduit très sensiblement au milieu des années 1980, au détriment des masses laborieuses. Les nouvelles couches bourgeoises sont généralement alliées aux anciennes (par toute une *stratégie matrimoniale*), moins nombreuses, et aux membres des appareils d'État. Des scandales éclatent, mettant parfois en cause le premier cercle du pouvoir. Construction de villas et possession de grandes cylindrées sont parmi les objectifs et les maîtres mots de ces groupes vite enrichis. Les nouveaux riches étalent plus qu'auparavant leur aisance financière, dans l'égoïsme et l'indifférence à la situation économique et sociale de la majorité des Algériennes et des Algériens. Leur culture algérienne ou française, leur *islam culturel* ou leur *islam religieux* s'avèrent le plus souvent assez rudimentaires.

L'Algérie continue à rembourser sa dette *rubis sur ongle*. Dans les années 1980, de manière à la fois plus réelle et plus visible, elle entre plus avant dans la sphère de l'économie libérale. Inégalités et injustices deviennent parfois criantes. Une culture humaniste fait défaut. Une crise des valeurs est manifeste. Les valeurs traditionnelles tendent à disparaître. Rien ne les remplaçant, les comportements *anomiques* se multiplient. Outre des divisions au sein du pouvoir, de tels faits contribuent à expliquer "l'explosion" sociale et politique d'octobre 1988, les succès remportés par les islamistes auprès d'une bonne partie des masses désabusées et désorientées, les tragiques événements survenus depuis 1992.

A la suite d'octobre 1988, on assiste à une réelle démocratisation de la vie publique. En 1989, une nouvelle Constitution instaure le multipartisme. Des dizaines d'associations sont

fondées. En mars 1989, des gens viennent de toutes les régions assister à l'enterrement de l'écrivain Mouloud Mammeri en Grande Kabylie. A la fin de cette même année 1989, un imam réprovoque l'enterrement de "l'athée" Kateb Yacine dans un cimetière musulman d'Algérie.

Longtemps refoulée sur la scène publique, la parole se libère totalement. De nombreux organes de presse voient le jour. Les journalistes ne sont plus *aux ordres*. Même la télévision organise des débats contradictoires. Bien des travers ou abus sont dénoncés. Ceci tourne dans certains cas à l'excès et à la diffamation. A ce jour, malgré certaines entraves juridiques, la presse écrite algérienne, en langue arabe ou en langue française, reste un contre-pouvoir qui a peu à envier à celui des démocraties européennes.

Quand, au début des années 1990, le pouvoir algérien décide, donc pour la première fois de manière officielle, de récompenser les femmes et les hommes d'art et de culture, la commission qui en est chargée, exclut, sans explications publiques, certains créateurs tel le romancier Rachid Mimouni (1945-1995).

Un des plus grands gâchis concerne l'édition d'État. Là encore, s'imposait la nécessité de petites ou de moyennes entreprises. Beaucoup d'argent avait été investi dans la construction du vaste et moderne complexe graphique de Reghaïa, près d'Alger. Or, le personnel qualifié a manqué. La publication d'un livre, jamais simple nulle part, s'avérait épique en Algérie. Une autre erreur a été l'absence de diffusion des ouvrages algériens à l'étranger. D'une façon générale, la promotion de l'image de l'Algérie sur la scène internationale n'a pas retenu une attention suffisante.

L'Algérie, depuis les années 1990, se ressent d'un double séisme : la guerre civile et le changement de système économique. Le revenu *per capita* a régressé, de 2 880 dollars en 1986 à 1 650 dollars en 2001 ; 33 % des salaires ont un revenu inférieur à six mille (6 000) dinars, soit cent (100) dollars par mois. Selon la Banque mondiale, la baisse réelle du pouvoir d'achat entre 1986 et 2000 serait de 45 %. La classe moyenne ne correspondrait plus qu'à 20 % de la population. En outre, en raison surtout du manque de sécurité, il s'est produit un exode d'intellectuels, d'artistes, de cadres, de

compétences diverses, à destination surtout de la France.

Le programme présenté par le gouvernement, le 21 juillet 2002, envisage une réforme du système éducatif : amélioration du niveau des enseignants (recyclage ; recrutement) ; meilleure adaptation du contenu des programmes à l'âge et au niveau des élèves ; renforcement de la langue arabe ; conditions favorables à l'enseignement du *tamazight* (berbère) et ce, dès la quatrième année primaire, en septembre 2003 ; introduction plus précoce du français et de l'anglais dans le premier palier de l'enseignement et d'une troisième langue étrangère dans l'enseignement secondaire ; réhabilitation de l'histoire et de la philosophie ; mise en place d'une législation des établissements privés¹...

La session 2002 du baccalauréat algérien enregistre un taux de 32,92 % de réussites. Signalons qu'en Algérie aussi, les violences dans les établissements d'enseignement se multiplient. L'université algérienne compte actuellement quelque 250 000 étudiants. Bien des problèmes n'ont pas été résolus. Un quotidien algérien parle « *d'une situation catastrophique sur le plan de la recherche et du savoir* », de « *l'assujettissement de l'université au politique* », des « *nombreux universitaires (qui) ont quitté le pays pour diverses raisons (...) parce que beaucoup d'entre eux estiment qu'il n'est pas possible de progresser dans l'environnement actuel* »².

Sous l'emprise de l'inflation, du coût de la vie et des soins de santé (de plus en plus dévolus à la médecine privée), du chômage, d'une bureaucratie encore pesante malgré des allègements, la majorité de la population s'efforce de survivre au jour le jour. Les gens tendent à se replier sur eux-mêmes. Remarquons que l'insuffisance de rencontres et de débats caractérisait, quoique de façon moindre, l'activité culturelle avant les événements actuels.

La culture algérienne, pluriséculaire, est faite de *sous-cultures* savantes ou populaires, avec des variantes régionales à l'image des autres cultures. Que ces différences internes, surtout lors des deux premières décennies, aient été mal gérées

¹ *Le Matin*, 22 juillet 2002, p. 2.

² *Le Quotidien d'Oran*, 8 juin 2002, p. 7.

n'implique pas qu'elles correspondent à des divisions insurmontables. Ainsi le berbère, langue d'origine de tous les Algériens, jouit-il maintenant d'un statut de langue nationale. Désormais, la "revendication" berbère est moins culturelle que sociale et économique, semblable à celle d'autres groupes et d'autres régions. C'était déjà le cas, lors du "printemps berbère" de 1980, ce qu'une partie de l'intelligentsia non berbérophone avait d'ailleurs compris.

Certes, le pouvoir a toujours du mal à régler les problèmes par le dialogue avec la population. Pour sa part, celle-ci, dans son ensemble, est encore encline à trop attendre d'un État providence dont le rôle ne peut que se réduire dans un contexte, récent pour l'essentiel, d'économie de marché. Peut-être un travail d'explication approprié auprès des masses fait-il souvent défaut.

Les erreurs commises par les pouvoirs post-indépendants sont certaines. Les responsables politiques, issus d'un contexte de guerre n'ont pas toujours saisi, comme d'ailleurs dans d'autres pays de l'ex-Tiers monde, l'importance déterminante du fait culturel dans toute politique de développement. Quant aux intellectuels, ceux ayant conservé cette qualité et n'étant pas devenus des *apparatchiks*, ils étaient, redisons-le, marginalisés. Ceci ne signifie pas qu'ils étaient forcément plus proches des masses ou qu'ils connaissaient davantage les "réalités" algériennes que certains hommes politiques.

Dans l'ensemble, l'œuvre culturelle accomplie est loin d'être négligeable. Toutefois, malgré

l'aide financière de l'État, elle a trop souvent été le fait de groupes et d'individus minoritaires. La culture n'a pas assez pris le caractère d'une *exigence, commune* au pouvoir et à la société civile, d'un *impératif collectif*.

On ne saurait se montrer trop critique en dressant le bilan de quarante années d'indépendance. Quatre décennies représentent assez peu de temps dans l'histoire d'une nation. Nous avons brièvement rappelé les conditions assez exceptionnelles de l'accession à l'indépendance, l'insuffisance flagrante de cadres, l'impérative *loi des urgences* : nourrir, loger, soigner, scolariser... Depuis les années 1980, on assiste au développement paradoxal de deux phénomènes opposés : impact plus grand des *modèles* des sociétés et cultures françaises et occidentales ; politisation de l'islam religieux et de l'islam culturel. La colonisation puis la "mondialisation" ont engendré d'importants problèmes d'identité. La notion d'authenticité (*açala*) a été préoccupante dès l'indépendance.

Depuis les événements, l'activité culturelle a perdu une partie de l'importance qu'elle avait commencé à acquérir. Cependant, malgré la dispersion des compétences, en Algérie ou ailleurs, bien des choses continuent à être réalisées. Un immense effort d'*éducation*, et non seulement d'*instruction*, des masses algériennes reste à poursuivre ou à entreprendre. Les potentialités intellectuelles et culturelles demeurent très grandes en Algérie. Encore faut-il que revienne la paix civile.